

Israël cherche à utiliser encore plus la détention sans procès

Description

Charlotte Silver, 2 novembre 2016

161102-nazareth-arrest

Les Israéliens ont détenu l'année dernière sans charges ni procès 20 de leurs citoyens, pour la plupart palestiniens. (Faiz Abu Rmeleh / ActiveStills)

Le gouvernement israélien cherche à utiliser encore plus la détention sans charges ni procès, à un moment où au moins trois prisonniers palestiniens sont en grève de la faim contre cette pratique.

L'utilisation de la détention administrative contre les citoyens palestiniens d'Israël a considérablement augmenté ces 12 derniers mois.

De nouvelles données sur la détention administrative de citoyens d'Israël ont été fournies au parlement israélien, la Knesset.

Ces données expliquent que le nombre d'ordres de détention administrative émis contre des citoyens d'Israël a grimpé de zéro en 2014 à 20 au cours de l'année dernière. La plupart ont été émis contre des citoyens palestiniens d'Israël.

Des pouvoirs élargis

La semaine dernière, le gouvernement israélien a soumis une proposition visant à donner au ministre de la Défense des pouvoirs élargis pour détention les citoyens de l'état sans charges ou conclusions autres que des restrictions à leur liberté.

En Israël, la détention administrative est gouvernée par un régime à « d'urgence ». Israël est sous un état d'urgence à renouvelé tous les ans par la Knesset depuis sa création en 1948.

La proposition soumise la semaine dernière remplacerait ce régime à « d'urgence » par un régime permanent. À l'origine, il faisait partie d'une loi globale sur le « contre-terrorisme » destinée à criminaliser les activités politiques des Palestiniens, qui a été approuvée en juin par la Knesset. Mais, selon le quotidien de Tel Aviv *Haaretz*, la proposition a été retirée de cette loi pour permettre des discussions ultérieures.

Outre la détention indéfinie sans charges, la nouvelle proposition permettrait au ministre de la Défense, actuellement Avigdor Lieberman, d'interdire à des individus certaines professions, de les confiner dans des lieux spécifiques et d'interdire tout contact avec certaines personnes en se fondant sur « la sûreté nationale ou la sécurité publique ».

Les ordres de détention administrative se limiteraient à six mois et d'autres ordres de restriction administrative à un an, selon *Haaretz*. Le ministre de la Défense aurait la possibilité de renouveler indéfiniment ces ordres avec l'autorisation d'un tribunal.

Un avis juridique préparé pour le comité de constitution de la Knesset a exprimé son inquiétude à propos de cette nouvelle proposition.

Cet avis déclare que « l'autorisation de réduire la liberté de circulation et la liberté professionnelle d'une personne, et d'intervenir dans tous les détails de sa vie, est lourde conséquences. Il faudrait aussi faire attention au fait que les ordres restrictifs ne seront pas imposés en tant qu'alternatives aux ordres de détention, mais élargiront le cercle de personnes contrôlées par les services de sécurité. »

Pas de justice

Dans une nouvelle vidéo, l'association de défense des droits des prisonniers palestiniens Addameer dénonce l'usage de la détention administrative :

La Vie en Suspens à La Politique de la Détention Administrative

« Tout individu a droit à un procès équitable », a dit dans la vidéo Mahmoud Hassan, représentant d'Addameer. « Pourtant, dans le cas de la détention administrative, il n'y a ni justice ni procès équitable puisque le détenu est emprisonné sur la base d'une information secrète. »

L'agence Ma'an News a raconté que Anas Shahid et Ahmad Abu Fara ont subi des atteintes à leur santé après une grève de la faim de plus d'un mois. Toutes les deux ont récemment été transférées à la clinique de la prison de Ramla.

Samer Issawi, qui avait mené une grève de la faim partielle pendant 266 jours en 2013, refuse à nouveau de se nourrir. Cette fois-ci, il fait la grève en solidarité avec sa sœur Shireen Issawi et l'autre femme de la prison de Damon.

Damon est située tout au nord de l'Israël d'aujourd'hui, ce qui oblige les familles à voyager très loin pour rendre visite à leurs proches et les prisonniers à voyager loin pour leurs audiences au tribunal.

Samer Issawi exige que sa sœur et les autres prisonnières soient transférées dans un établissement plus proche des tribunaux dans lesquels elles sont jugées, qu'on leur fournisse les traitements médicaux nécessaires et qu'on leur donne accès à Médecins Sans Frontières, association humanitaire internationale également connue sous son acronyme français MSF.

Le 26 octobre, les forces israéliennes ont fait irruption dans la maison de Salah Khawaja, militant qui vit dans la ville de Ramallah en Cisjordanie.

Khawaja travaille pour le Comité National BDS, qui coordonne la campagne palestinienne de boycott, désinvestissement et sanctions contre Israël, ainsi que pour l'organisation Stop the Wall.

Khawaja a été retenu 15 jours pour interrogatoire sur un ordre émis par un tribunal militaire israélien. Jusqu'à maintenant, on lui a refusé les visites de son avocat.

Traduction : J. Ch. pour l'Agence Média Palestine

Source : [The Electronic Intifada](#)

date création
2016/11/08